

SOMMAIRE

Dans votre revue de presse de cette semaine...

Le suspense est enfin levé sur le nouveau locataire du ministère de l'ÉN avec la nomination de l'historien Pap Ndiaye. Mais l'effet de surprise passé, le retour aux préoccupations et enjeux de terrain s'impose : burn-out des enseignants et élèves, conditions de travail, salaire et retraite... Le sujet de la formation professionnelle se reconcentre vers l'objectif d'augmentation du nombre d'apprentis et les démarches auprès des collégiens, dès la 6^{ème}, se multiplient. Or, parallèlement, il est déploré que des élèves quittent leur formation juste avant d'obtenir leur diplôme pour répondre aux sollicitations d'embauche notamment dans les secteurs sous tension. Entre le marteau et l'enclume, évitons de sacrifier notre jeunesse...

➤ LIBERATION /

Article 1 : Nomination de Pap Ndiaye..., 21/05/22p.2

➤ MARIANNE /

Article 2 : Pap Ndiaye nommé ministre de l'EN, un "anti-Blanquer" rue de Grenelle ?, 20/05/22p.2

➤ FRANCE INFO /

Article 3 : Comment ça marche l'alternance et l'apprentissage ?, 23/05/22p.2

➤ RTL /

Article 4 : O. Dussopt annonce la prolongation des aides aux entreprises pour l'apprentissage, 24/05/22p.3

➤ VOUSNOUSILS /

Article 5 : Les syndicats éducation présentent à E. Borne les « priorités à engager... », 19/05/22 p.3

Article 6 : L'académie de Versailles recrute 1300 profs contractuels pour la rentrée 2022, 17/05/22p.4

➤ TOUTEDUC /

Article 7 : Parcoursup : ce qu'ont demandé les lycéens (ministères), 13/05/22p.4

Article 8 : J-M Huart serait directeur du cabinet de P. Ndiaye..., 23/05/22p.4

➤ AEF /

Article 9 : Avenir pro : "il y a une carte à jouer entre l'ÉN et Pôle emploi", 12/05/22.....p.4

➤ LE CAFE PEDAGOGIQUE /

Article 10 : Ecole inclusive : Pial, qui es-tu ?, 12/05/22.....p.5

Article 11 : Crise du recrutement : le ministère nie la crise, 12/05/22.....p.5

➤ L'EXPRESS /

Article 12 : "Ce métier nous bousille" : le burn out généralisé des enseignants, 24/05/22p.5

➤ MEDIAPART /

Article 13 : Lycéennes et lycéens en burn-out..., 15/05/22p.5

➤ ALTERNATIVES ECONOMIQUES /

Article 14 : L'école privée peut dire merci à Blanquer, 12/05/22p.6

➤ ACTEURS PUBLICS /

Article 15 : Point d'indice, grilles, retraites... É. Borne déjà mise sous pression, 18/05/22 p.6

Article 16 : Les agents publics estiment travailler plus depuis la crise Covid, 23/05/22..... p.7

➤ LE FIGARO /

Article 17 : Indexation des retraites sur l'inflation..., 24/05/22 p.7

➤ LE JOURNAL DU DIMANCHE /

Article 18 : Elisabeth Borne au JDD : « Je ne mentirai pas aux Français », 21/05/22..... p.8

➤ INJEP/

Analyses et synthèses n°57, Développer les compétences socio-comportementales des élèves, 27/04/22...p.8



[Article 1 : Nomination de Pap Ndiaye : «L'Éducation nationale ne se gouverne pas uniquement à coups de symboles», 21/05/22](#)

Les enseignants, échaudés par cinq années de Jean-Michel Blanquer, sont satisfaits de constater une rupture dans le choix de l'historien nommé rue de Grenelle, mais n'oublie pas qu'il sera chargé d'appliquer la politique libérale d'E. Macron.

Ses «*premières pensées*» sont allées aux professeurs. Pap Ndiaye, le nouveau ministre de l'EN, a démarré son discours de passation, vendredi, en évoquant Samuel Paty, son «*collègue historien*», avant de saluer «*le monde des enseignants, qui est le [sien] depuis toujours*». Le symbole est fort. Après cinq années d'un Jean-Michel Blanquer méprisant la profession, le nouveau locataire de la rue de Grenelle a voulu marquer sa volonté d'assainir les relations avec ses quelque 900 000 agents. (...)

Pascal Vivier, secrétaire général du Snetaa-FO, majoritaire chez les enseignants de LP, est carrément emballé : «*J'apprécie qu'il soit une tête bien pleine. Le fait qu'il soit normalien m'enchant beaucoup. Je suis très optimiste, je ne serai pas là au coin du bois pour regarder la première faute.*» (...)

«Il y a une urgence qui est sociale : est-ce qu'on montre vraiment qu'on va s'occuper des invisibles et des enfants des invisibles ? interpelle Pascal Vivier. Sur les vingt dernières années, ceux qui se sont réclamés d'une certaine gauche ont toujours méprisé l'enseignement professionnel et les invisibles. J'espère qu'il sera d'une vraie gauche humaniste, sincère, véritable et républicaine.» (...)

Vu le contexte plombé dans lequel il prend ses fonctions, «*on va tellement lui mettre d'attentes sur le dos que, pour un seul homme, ça fait beaucoup*», estime **Pascal Vivier. J'espère qu'il a conscience qu'il ne peut que décevoir et qu'à ce titre il saura choisir ses vraies orientations, ses vrais alliés et une politique claire.**» Une politique plus à gauche que celle promise par le chef de l'Etat.



[Article 2 : Pap Ndiaye nommé ministre de l'Éducation, un "anti-Blanquer" rue de Grenelle ?, 20/05/22](#)

(...)De la part d'E. Macron, c'est un virage à 180 degrés, surtout après avoir choisi en 2017 un JM Blanquer, parfait connaisseur de la rue de Grenelle pour y avoir été recteur et directeur général de l'enseignement scolaire, auteur de deux livres programmatiques sur le sujet. «**En gros il faut faire plaisir aux profs, pas de vagues, pas d'emmerdes, pas de manif, Ndiaye va se faire balader ou être mis sous tutelle par l'Élysée, subodore un haut fonctionnaire du ministère de l'EN qui le connaît bien, Macron semble vouloir donner des gages à la gauche radicale et aux nombreux enseignants woke (progressistes). C'est un bon coup politique**». Parmi les huiles de la rue de Grenelle, ceux qui soutiennent les réformes de Blanquer craignent un détricotage en règle de la réforme du lycée: «*Le choix de son cabinet sera déterminant*», concluent-ils. (...)

♦ **A lire aussi :** *Le Café Pédagogique*, «Pap Ndiaye et JM Blanquer : Rupture ou continuité ?, 20/05/22

franceinfo:

[Article 3 : Comment ça marche l'alternance et l'apprentissage ?, 23/05/22](#)

Des épreuves du bac professionnel démarrent dès ce lundi y compris pour les alternants. On parle de ce type de formations avec des collégiens et Aurélien Cadiou, président de l'Association nationale des apprentis de France (Anaf).

Les épreuves écrites et pratiques de mathématiques et de physique chimie ont lieu lundi 23 mai pour les élèves en bac professionnel, également pour les élèves qui suivent les cours en alternance. On en parle dans franceinfo junior. **Des élèves de sixième du collège Jean Moulin à**

Arnouville posent leurs questions au sujet de l'alternance. Pour répondre aux questions des enfants : Aurélien Cadiou, président de l'Anaf.

Ayoub pose la première question : "Par exemple si on est en lycée, en seconde, on a l'âge pour être en alternance ou ça dépend des métiers ?" Il se demande aussi comment s'organise l'emploi du temps des alternants et notamment la répartition entre les jours en entreprise et ceux en formation. Foulematou veut savoir si cette formation est difficile à suivre et si on peut faire de l'alternance dans un autre pays. Ayoub à nouveau veut savoir si les alternants sont rémunérés.



Article 4 : Olivier Dussopt annonce la prolongation des aides aux entreprises pour l'apprentissage, 24/05/22

L'apprentissage a été l'un des grands axes du précédent mandat d'E. Macron et il ne compte pas lever le pied. Les aides aux entreprises pour la signature de contrats d'apprentissage **devaient pourtant s'achever le 30 juin**, mais elles persisteront. (...)

"Nous avons réussi un grand pari avec l'apprentissage. Il y a 4 ans, nous étions à 300.000 apprentis par an, nous sommes à 700.000, **l'objectif, c'est 1 million. Pour atteindre cet objectif, il faut prolonger les aides à l'apprentissage**", a-t-il indiqué.

Cette prolongation du dispositif d'aide sera valable "**au moins jusqu'à la fin de l'année**", a promis le ministre. "Ensuite, cela dépendra de la loi de finances pour 2023 puisque l'ancien ministre du Budget que je suis peut rappeler que les aides sont votées année par année dans le Budget".

➔ **A lire aussi** : FranceInfo, « De nombreuses recrues sans baccalauréat », 23/05/22



Article 5 : Les syndicats éducation présentent à E. Borne les « priorités à engager dès le début du quinquennat », 19/05/22

Nominée lundi au poste de Première ministre, Elisabeth Borne n'a toujours pas dévoilé son gouvernement ce jeudi. Dans l'attente du nom du nouveau ministre de l'EN, **une intersyndicale éducation a adressé un courrier à la Première ministre afin de réclamer des mesures d'urgence pour la revalorisation des salaires et le dégel du point d'indice.**

Politique salariale inadaptée et manque de personnels

Les syndicats dénoncent dans leur courrier « la multiplication des réformes imposées à marche forcée et le manque chronique de moyens » de ces dernières années, qui « ont dégradé les conditions de travail des personnels et des élèves ». Ils pointent également du doigt la « précarité inacceptable » des personnels aux plus faibles rémunérations comme les **AESH**, causée par « une politique salariale inadaptée aux défis des rémunérations des personnels ».

Enfin, ils rappellent qu'« avec la chute importante du nombre de présents aux concours de recrutement, des personnels vont manquer pour la **rentrée 2022** ».

Revalorisation des salaires et du point d'indice

Ils estiment donc que « des mesures doivent être prises de toute urgence » : mobilisation des moyens, « notamment en pérennisant partout où elles existent les listes complémentaires ». Ils réclament « un moratoire sur les suppressions de postes présentées dans les comités techniques », car « les dotations doivent être abondées pour tous les personnels ».

L'intersyndicale rappelle également les « priorités à engager dès le début du quinquennat » : une « revalorisation ambitieuse des salaires pour tous les personnels », ainsi qu'une **revalorisation du point d'indice** « afin de rattraper les pertes subies depuis des années ». Ils affichent également leur « hostilité » à l'égard du **projet de réforme des retraites** et « à tout nouveau recul de l'âge légal pour pouvoir partir en retraite ».

[Article 6 : L'académie de Versailles recrute 1300 professeurs contractuels pour la rentrée 2022, 17/05/22](#)

L'académie de Versailles, la plus importante au niveau national, organise quatre journées du recrutement en partenariat avec Pôle Emploi et l'APEC, dans chaque département. **Les journées du recrutement sont ouvertes à tous, sur inscription.** (...)



[Article 7 : Parcoursup : ce qu'ont demandé les lycéens \(ministères\), 13/05/22](#)

La quasi totalité (96,7 %) des 627 000 élèves de terminale scolarisés en France et inscrits sur Parcoursup "ont confirmé au moins un vœu hors apprentissage", indique le ministère de l'enseignement supérieur qui note une **augmentation du pourcentage d'élèves de terminales professionnelles qui ne demandent que des formations en apprentissage.** (...)

La part du nombre de vœux en BTS est de 28 %, la formation est demandée par 47 % des terminales technologiques et **75 % des terminales pro.** La part du nombre de vœux en BUT (anciens DUT, ndlr) augmente pour les candidats de la série techno.. (...)

[Article 8 : J-M Huart serait directeur du cabinet de P. Ndiaye et F. Weil chargé de l'éducation au cabinet d'E. Borne, 23/05/22](#)

Selon les rumeurs qui circulent sur les réseaux sociaux, Jean-Marc Huart devrait diriger le cabinet de M. Diaye et François Weil devrait diriger le pôle "Education, Enseignement supérieur et Recherche, Jeunesse et Sports". (...)



[Article 9 : Avenir pro : "il y a une carte à jouer entre l'Éducation nationale et Pôle emploi" \(Lydie Rousset, Pôle emploi\), 12/05/22](#)

L'académie de Nantes expérimente cette année "Avenir pro", un dispositif mis en place avec Pôle emploi et Sciences Po Paris. Il permet à des conseillers de Pôle emploi d'intervenir dans des lycées professionnels, pour accompagner les élèves dans leur recherche d'emploi ou leur poursuite d'études en alternance. AEF info a pu assister le 5 mai 2022 à l'une de ces interventions, au lycée professionnel des Trois rivières, à Pont-Château (Loire-Atlantique). Thème du jour, en présence d'une responsable RH : le recrutement et l'intégration en entreprise. Face à Lydie Rousset, la conseillère Pôle emploi, et Noémie Valé, la RRH, 18 élèves, à la fois aguerris au monde du travail, via leur PFMP, et dépourvus face aux codes et aux exigences des entreprises. Pour Lydie Rousset, "il y a une carte à jouer entre l'ÉN et Pôle emploi pour l'insertion des jeunes peu qualifiés".

La séance "Avenir pro" organisée le 5 mai au lycée professionnel des Trois rivières, à Pont-Château, est le "point d'orgue" du dispositif qui a démarré début janvier dans cet établissement. Elle permet d'aborder, avec une vingtaine d'élèves, la question du recrutement et de l'insertion en entreprise. Pour l'occasion, Lydie Rousset, conseillère Pôle emploi, a réuni les deux groupes qu'elle accompagne dans ce lycée : les élèves en bac pro métiers de l'électricité, métiers de l'accueil, artisanat et métiers d'art, et des élèves en CAP (employé polyvalent de commerce, électricité). (...)

AVENIR PRO, UN DISPOSITIF ÉVALUÉ PAR SCIENCES PO

Avenir pro est un dispositif initié par le département d'économie de Sciences Po Paris, via la chaire sécurisation des parcours professionnels (dont Sciences Po est partenaire académique avec le Crest, le Centre de recherche en économie et statistique), en partenariat avec le ministère de l'ÉN, le ministère du Travail et Pôle emploi. **Sciences Po procédera à l'évaluation de l'expérimentation, menée dans les académies suivantes : Grand Est, Nantes (Pays-de-la-Loire), Lyon Paca, Rennes, Nouvelle-Aquitaine, Toulouse, Orléans-Tours, Île-de-France.**

Avenir Pro prévoit l'intervention de conseillers spécialisés de Pôle emploi dans des lycées professionnels (200 sur le territoire national), afin de conseiller les élèves de CAP et bac pro -qui sont volontaires pour entrer dans le dispositif- dans leur poursuite d'études en alternance ou leur recherche d'emploi. Les interventions, en présence de l'enseignant, se déroulent dans le cadre du module "insertion professionnelle et entrepreneuriat" de l'aide personnalisée. "Il s'agit de préparer de futurs citoyens à évoluer toute au long de leur vie dans un appareil de formation, un marché du travail, et de les acculturer au système, notamment grâce aux outils de Pôle emploi", explique Bruno Gratkowski, Dapfic de l'académie de Nantes. "Ça participe à la sécurisation de leur parcours professionnel". (...)

Le **café pédagogique**

Article 10 : Ecole inclusive : PIAL, qui es-tu ?, 12/05/22

Désormais, tous les établissements scolaires, de la maternelle au lycée, dans le public comme dans le privé sous contrat, sont membres d'un PIAL (pôle inclusif d'accompagnement localisé). Néanmoins, cette nouveauté suscite des critiques importantes de la part des AESH, mais aussi des syndicats d'enseignants et des personnels de direction et d'inspection. Deux candidats à l'élection présidentielle avaient même inscrit sa suppression dans leur programme. Et dans la récente auto-évaluation de son quinquennat au ministère, le ministre Blanquer ne fait même aucune mention du PIAL dans son chapitre consacré au service public de l'école inclusive. Comment comprendre cette situation ? Quel est ce PIAL qui maille désormais tout le territoire ? D'où vient-il ? Quelles sont ses perspectives ? (...)

Article 11 : Crise du recrutement : le ministère nie la crise, 12/05/22

"Il n'y a pas d'inquiétude particulière à avoir sur le recrutement et ses suites compte tenu de l'anticipation à laquelle on s'est livré". C'est la réponse du ministère aux inquiétudes soulevées par le nombre extrêmement bas des candidats admissibles aux concours des 1er et 2d degrés. Pour autant, le ministère ne veut pas dévoiler le nombre des candidats inscrits et présents aux épreuves pour "préserver les candidats des lectures qui ne sont pas les bonnes"... (...)

L'EXPRESS

Article 12 : "Ce métier nous bousille" : le burn out généralisé des enseignants, 24/05/22

Manque de considération, sentiment de solitude... Nombreux sont les professeurs à subir leurs conditions de travail. De quoi éteindre, souvent, l'envie d'enseigner.

(...)La baisse chronique des candidats aux concours de recrutement est l'un des symptômes de ce désamour : pour 1035 postes à pourvoir cette année en mathématiques, 1023 candidats étaient présents aux épreuves du Capes externe, selon les chiffres transmis à L'Express par l'Education nationale. Soit le plus bas niveau depuis 2008, qui s'explique en partie par la réforme du Master Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF) : depuis 2022, les étudiants ne passent plus le concours en fin de Master 1, mais en Master 2, ce qui impacte les statistiques. (...)

Des étudiants qui explosent en vol

C'est d'abord sur les bancs de l'université que la désaffection s'amorce. (...)



MEDIAPART

Article 13 : Lycéennes et lycéens en burn-out : redoutables effets de notre organisation scolaire, 15/05/22

La pression scolaire, c'est celle d'une organisation conçue pour ne concerner qu'une minorité de la jeunesse Lycéennes et lycéens plus nombreux en burn-out : une invitation pressante à repenser le cv.

Dans l'édition du *Monde* datée du 13 mai, un pleine page, sous le titre « Face à la pression scolaire, des lycéens en burn-out » est consacrée, comme l'indique le sous-titre, à « la **hausse des phénomènes anxieux liés au contrôle continu et à l'orientation** ». En bas de page, une spécialiste du burn-out scolaire, elle-même psychologue de l'EN à Rouen, parle d'« incertitude maltraitante » pour les lycéens, en évoquant la « sélection permanente » et en rappelant que « c'est notre système scolaire dans son ensemble qu'il faut interroger. Il a été historiquement pensé pour une élite ».

Il y a à là bien des éléments qui conduisent à interroger notre Ecole.

Nous commencerons d'abord par souligner qu'il est question ici des lycéennes et lycéennes passant des épreuves de spécialité, des lycéens soumis à la réforme du lycée et du baccalauréat. **Il s'agit donc des élèves qui ont été reconnus, à la fin de leurs années de collège, comme aptes à entrer en voie générale ou technologique, et non orienté.e.s, de gré ou de force, en lycée professionnel.** On parle donc d'élèves considéré.e.s scolairement comme en réussite, et **on ne parle pas des autres pour qui la pression scolaire s'est soldée par une orientation plus ou moins contrainte dans une voie de formation professionnelle ou, déjà, par ce qu'on appelle le « décrochage », qui, dans le meilleur des cas, peut déboucher sur une « école de la deuxième chance ».** De cette pression exercée sur des élèves où les jeunes issus des milieux populaires sont surreprésentés, il n'est pas question ici. Pourtant ils constituent la majorité de cette tranche d'âge, puisque **59 % des jeunes français obtiennent un bac professionnel, un bac technologique, un CAP, ou s'arrêtent au brevet des collèges,** alors que dès le collège, ce sont les contenus des futurs enseignements généraux de lycée qui déterminent les programmes. (...)

Alternatives
Economiques

[Article 14 : L'école privée peut dire merci à Blanquer, 12/05/22](#)

Hausse des dépenses, scolarisation obligatoire à 3 ans, établissements catholiques dans l'éducation prioritaire... Durant le quinquennat, le ministre de l'Education JM Blanquer a accordé quelques faveurs au privé. Tour d'horizon. (...)

Mais, loin de ces décisions phares pour le système éducatif public, JM Blanquer également pris toute une série de décisions favorables à l'enseignement privé. **Le budget prévu pour 2022 confirme cette tendance, qui prévoit de lui attribuer 8 milliards d'euros, contre 7,7 milliards en 2021 (+ 3 %).** Le budget accordé à l'école primaire publique augmente, lui, de 2 % et celui du **second degré de 1,5 %.** Les neuf dixièmes de ces dépenses « correspond[ai]ent à des rémunérations directes des personnels », peut-on lire dans les documents budgétaires annexés aux projets de loi de finances pour 2022. Le nombre d'enseignants dans le privé a, ainsi, plus rapidement progressé que dans le public entre 2017 et 2020. Après un léger recul pendant deux ans, les effectifs enseignants ont retrouvé en 2020 le niveau de 2017. (...)

acteurspublics
www.acteurspublics.com

[Article 15 : Point d'indice, grilles, retraites... Élisabeth Borne déjà mise sous pression, 18/05/22](#)

8 des 9 syndicats de la fonction publique viennent d'interpeller la nouvelle Première ministre, notamment sur la question des salaires et du pouvoir d'achat des agents publics. Les organisations syndicales réclament ainsi une « forte » revalorisation du point d'indice « dans les plus brefs délais ». Cette promesse d'E. Macron n'a en effet pas encore été concrétisée.

La nouvelle Première ministre, É. Borne, est prévenue. Les syndicats de la fonction publique attendent beaucoup de son futur gouvernement, dont la nomination se fait encore attendre. **Une**

large coalition d'organisations syndicales – 8 des 9 syndicats de la fonction publique – vient ainsi de l'interpeler dans un courrier daté du mardi 17 mai. La lettre a également été adressée au Président réélu, E. Macron.

Pour ce début de nouveau quinquennat, *“des mesures importantes doivent être prises sans attendre”*, y soulignent la CGT, FO, l'Unsa, la FSU, Solidaires, la FA-FP, la CFE-CGC et la CFTC. Seule la CFDT n'a pas signé ce courrier.

Les organisations syndicales profitent de cette démarche quasi unitaire pour dresser un constat critique du premier mandat d'E. Macron, avec une référence à la crise sanitaire notamment : **“Ces deux dernières années en particulier, la nécessité des services publics pour la population et l'engagement sans faille des agents publics ont été reconnus et salués. Pour autant, force est de constater que la traduction concrète et à la hauteur nécessaire de cette reconnaissance n'est pas au rendez-vous.”**(...)

- **A lire aussi :** *Acteurs Publics*, « Stanislas Guerini face au défi du pouvoir d'achat dans la fonction publique », 23/05/22

Article 16 : Les agents publics estiment travailler plus depuis la crise Covid, 23/05/22

La Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) a interrogé les agents publics sur l'évolution de leurs conditions de travail au premier trimestre 2021, soit un an après le début de la pandémie. L'objectif : prendre le pouls du moral des troupes dans un contexte de bouleversement inédit. **Premier enseignement global, le travail s'est intensifié pour un agent sur deux et la même proportion déclare également que la période s'est accompagnée de davantage d'exigences émotionnelles.**

Si le travail est plus intense qu'avant la crise sanitaire pour un agent sur deux, la durée n'a pas augmenté dans les mêmes proportions. Ainsi, seuls 19 % des agents indiquent travailler plus longtemps. (...)

La continuité de service des agents de l'État, le travail sous pression des personnels des hôpitaux ou encore les évolutions des modes d'enseignement peuvent notamment expliquer ce taux élevé d'intensification du travail, selon la DGAFP. L'étude met aussi en exergue l'émergence de difficultés amenées par la pandémie comme la plus difficile conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle. Ainsi, un agent sur quatre assure que sa situation s'est dégradée. (...)

L'étude révèle que les agents de la fonction publique déclarent souvent une amélioration de la situation sur le sens accordé à leur travail, l'utilité du travail et la fierté du travail bien fait, ou en matière d'autonomie, notamment pour les enseignants et les agents de la fonction publique hospitalière.

LE FIGARO

Article 17 : Indexation des retraites sur l'inflation : le ministre du Travail veut une entrée en vigueur en juillet, 24/05/22

Les retraités du régime général verraient l'impact sur leur pension «le 9 août», date de versement de la retraite du mois de juillet.

Promesse de campagne d'E. Macron, l'indexation des retraites sur l'inflation pourrait entrer en vigueur dès le mois de juillet. C'est en tout cas l'objectif affiché par O. Dussopt. **«Ce que nous voulons, c'est que cette indexation sur l'inflation soit valable pour les retraites du mois de juillet»**, a déclaré le nouveau ministre du Travail sur RTL ce mardi matin. (...)

Le Journal du Dimanche

Article 18 : [E. Borne au JDD : « Je ne mentirai pas aux Français », 21/05/22](#)

(...) « Concertation » : ce maître mot reviendra inlassablement dans notre entretien de près d'une heure. De la réforme des retraites au pouvoir d'achat, de la santé à l'éducation nationale, la vingt-cinquième premier ministre de la France, mais la deuxième femme à exercer la fonction dans toute l'histoire de la république, la sécheresse qui sévit sur une partie du pays... sa méthode pour gouverner s'esquisse : beaucoup de discussions avec les partenaires sociaux, mais à la fin, ce sera elle, qui prendra la décision. (...)

Autre moyen de lutter contre l'endettement, le « travailler plus longtemps ». Y-a-t-il vraiment urgence à réformer les retraites ?

C'est une réforme nécessaire. Ceux qui voudraient faire croire qu'elle n'est pas indispensable ne disent pas la vérité aux Français. Car l'enjeu, pour notre pays, est d'assurer la force de notre modèle social, de poursuivre le progrès social, et d'investir, notamment dans la santé et l'éducation. Le président de la République a pris des engagements clairs : ni hausse d'impôts, ni augmentation de la dette. Or nous vivons de plus en plus longtemps, le rapport entre le nombre d'actifs et le nombre de retraités diminue... **Si on veut préserver le système de retraite par répartition, auquel nos concitoyens sont attachés, il faudra progressivement travailler un peu plus longtemps.** Mais c'est une mesure qui doit tenir compte des différences entre les parcours professionnels. Clairement, un salarié des abattoirs ou un carreleur n'ont pas eu les mêmes conditions de travail que vous et moi. **La pénibilité et l'usure professionnelle feront donc partie des sujets abordés lors des concertations avec les partenaires sociaux, qui s'ouvriront après les législatives.** (...)

- **A lire aussi :** *Le Figaro*, « [Réforme des retraites : Élisabeth Borne fait le vœu de «ne pas mentir» aux Français](#) », 22/05/22 ; *L'Obs*, « [Les négociations sur la réforme des retraites reprendront à l'automne, « sans brutalité »](#) », 24/05/22



[Analyses et synthèses n°57, Développer les compétences socio-comportementales des élèves, un levier pour améliorer les résultats scolaires dans les collèges défavorisés, 27/04/22](#)

Le programme de l'association Énergie Jeunes coordonne des séances de discussions en classe visant à développer les compétences socio-comportementales (motivation, persévérance et autodiscipline) des élèves de collèges défavorisés. Les résultats de l'évaluation conduite entre 2014 et 2019 indiquent un impact positif sur les résultats scolaires, en particulier chez les filles, les élèves sans difficultés de comportement et les non-boursiers. Cet impact s'accompagne d'un changement d'état d'esprit des élèves, d'une amélioration de leurs comportements au collège et d'un ajustement de leurs aspirations. L'effet est moins fort et plus tardif sur les garçons et les élèves de milieux défavorisés qui ressentent les effets seulement à partir de la 3e. Bien que l'effet de cette intervention soit de faible ampleur, son rapport coût-bénéfice est remarquable au regard d'autres dispositifs comparables. (...)

